

## L'échec de la démographie en France au XIXe siècle ?

In: Genèses, 29, 1997. Sciences sociales improbables. pp. 5-28.

### Résumé

■ Libby Schweber: L'échec de la démographie en France au XIXe siècle ? Le Congrès international de démographie de 1878 offre une occasion de réfléchir à la signification du « succès » et de l'« échec » scientifiques. La démographie entendait utiliser les statistiques pour établir des lois et des causalités. Elle voulait aussi en faire un outil pour formuler des politiques et impliquait donc un changement des rapports entre la science et l'État. La Conférence internationale de statistique, tenue au même moment, illustre le contraste entre ce programme « inférentiel » et l'approche « descriptive » dominante, différence épistémologique qui était associée avec une division sociale du monde de la statistique sociale. La création du Conseil supérieur de statistique en 1885 témoigne du succès du programme des « démographes » en matière de réforme de la statistique administrative et de l'échec de leurs objectifs épistémologiques. « Échec » et « succès » doivent être mesurés en fonction des buts fixés par les acteurs eux-mêmes plutôt que de théories universelles de la formation des disciplines.

### Abstract

The Failure of French Demography in the 19th Century? The International Congress of Demography in 1878 provides an opportunity to reconsider the meaning of scientific "success" and "failure". Demography involved a call for the use of statistics to identify laws and causes and as a tool of policy formation. It implied a change in the relation between science and the state. The International Conference of Statistics, held at the same time, highlights the contrast between this "inferential" program and the dominant "descriptive" approach. This epistemological difference was associated with a social division in the world of social statistics. The establishment of the Conseil Supérieur de Statistique in 1885 marks the success of "demographers'" program to reform administrative statistics and the failure of their epistemological goals. "Failure" and "success" should be measured in terms of actors' own goals rather than universal theories of discipline formation.

---

Citer ce document / Cite this document :

Schweber Libby, Charlot Michel. L'échec de la démographie en France au XIXe siècle ?. In: Genèses, 29, 1997. Sciences sociales improbables. pp. 5-28.

doi : 10.3406/genes.1997.1476

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes\\_1155-3219\\_1997\\_num\\_29\\_1\\_1476](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1997_num_29_1_1476)

---

## L'ÉCHEC DE LA DÉMOGRAPHIE EN FRANCE AU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE ?

*Libby Schweber*

**L**es historiens de la démographie française divisent généralement en trois périodes l'évolution de la discipline : une première période d'innovation intellectuelle au XVIII<sup>e</sup> siècle en relation avec l'arithmétique politique, une seconde marquée par l'apparition du terme de « démographie » vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et une troisième période, plus récente, qui voit la constitution de la démographie en tant que discipline pleinement scientifique (autrement dit mathématisée) et son institutionnalisation en des organisations spécialisées et à l'université<sup>1</sup>. Alors que la première et la troisième de ces périodes ont été l'objet d'importants travaux de recherche, on a largement négligé le XIX<sup>e</sup> siècle, en partie pour la raison qu'il n'a apporté qu'une contribution réduite au progrès des techniques mathématiques ou des modèles formels qui, de nos jours, définissent et légitiment la démographie.

Si les savoirs et les types d'institutions que nous associons aujourd'hui au terme de démographie sont caractéristiques du XX<sup>e</sup> siècle, en quoi consistait la démographie au XIX<sup>e</sup> siècle ? En quels lieux se pratiquait-elle ? Qui s'en occupait ? Quelle évolution a-t-elle connue ?

Le titre de cet article, « l'échec de la démographie en France au XIX<sup>e</sup> siècle ? », attire l'attention sur le fait que, pour une courte période, approximativement de 1878 à 1885, la démographie existe en tant que discipline institutionnalisée et qu'ensuite elle disparaît. La catégorie de « démographie », qui fut par la suite reprise et redéfinie, est un héritage de cette période, mais ce n'est pas le seul. Le point d'interrogation du titre pose la question suivante : quels éléments du projet du XIX<sup>e</sup> siècle peut-on

1. Voir Philip M. Hauser et Otis Dudley Duncan, *The Study of Population : An Inventory and Appraisal*, Chicago, University of Chicago Press, 1959 ; Jacques et Michel Dupâquier, *Histoire de la démographie*, Paris, Perrin, 1985. Pour la période précédant 1850, voir Robert A. Horvath, « De Christophe Bernoulli à Achille Guillard », *Population*, vol. 35, n° 4-5, 1980, pp. 893-908, ainsi que des articles de Jacqueline Hecht et David Glass.

## DOSSIER

*Sciences sociales improbables*

Libby Schweber  
*L'échec de la démocratie  
en France au XIX<sup>e</sup> siècle*

considérer comme des «réussites» et lesquels seraient des «échecs»? Il invite aussi à réfléchir sur le sens des mots «échec» et «succès» quand ils s'appliquent à des disciplines scientifiques.

La brève histoire de la démographie comme discipline institutionnalisée est marquée par la naissance d'un cours, d'une revue et d'un congrès. En 1876 Louis-Adolphe Bertillon est chargé d'un cours de démographie à l'École d'anthropologie de Paris de la Faculté de médecine. La même année, en compagnie d'un jeune collègue, Arthur Chervin, étudiant en médecine préparant une thèse sur le bégaiement, Bertillon fonde la première revue spécialisée de démographie, *Les Annales internationales de démographie*, et en 1878 les deux hommes organisent le premier Congrès international de démographie en liaison avec l'Exposition universelle. Parmi ces trois événements, seul le congrès devait entraîner un geste de reconnaissance de la part des grandes institutions scientifiques et pour cette raison il fut le plus important pour la reconnaissance de la catégorie de démographie.

Si 1878 marque le «succès» de la démographie comme science distincte, on peut considérer que c'est l'année 1885 qui a vu la défaite institutionnelle du projet dans sa forme du XIX<sup>e</sup> siècle. En 1882, le Congrès international de démographie fusionne avec le Congrès international d'hygiène. Bien que celui-ci conserve le mot dans son titre, il cesse d'être le vecteur de la promotion et de la légitimation de la démographie comme science indépendante. En 1883 Louis-Adolphe Bertillon meurt et les *Annales* cessent de paraître. Et si Jacques, le fils aîné de Bertillon, assure à la place de son père le cours de démographie à l'École d'anthropologie, il abandonne la définition que son père avait donnée de la démographie et la revendication de sa famille sur celle-ci. Enfin, en 1885, le gouvernement crée le Conseil supérieur de statistique. Comme nous allons le voir, cette organisation marque la victoire institutionnelle des adversaires de la démographie et leur donne les moyens de s'en approprier ultérieurement le concept et de le redéfinir.

L'étude qui suit s'appuie sur le premier Congrès international de démographie de 1878 pour explorer deux groupes de questions. En premier lieu, en quoi consistait la démographie en 1878 ou plutôt quel projet le congrès de 1878 mettait-il en avant? La question implique l'examen non seulement du contenu «scientifique» des discussions

mais aussi de l'image de la démographie donnée par la mise en scène du congrès et par les appartenances institutionnelles de ses nombreux participants. Pour juger à la fois de la spécificité de la démographie à l'époque et de la logique sociale sous-jacente à cette image, on peut comparer le premier Congrès international de démographie et un second congrès statistique, organisé par la Société statistique de Paris, qui faisait également partie du programme de l'Exposition universelle et qui se tint dix jours plus tard. La comparaison est d'autant plus pertinente que les « conférences internationales de statistique » avaient explicitement pour but de proposer une alternative au Congrès de démographie. La comparaison entre les deux événements fournit ainsi un moyen particulièrement efficace d'examiner la configuration de positions sociales et intellectuelles autour de laquelle et contre laquelle la démographie s'est constituée.

Le second groupe de questions touche à la réception de la « démographie » (telle qu'elle fut définie au congrès de 1878) dans la période qui suit immédiatement le congrès. Plus précisément, je désire étudier en quel sens il est possible de dire que la démographie fut une « réussite » ou un « échec ». L'intérêt de la question tient non seulement à ce qu'elle permet de redécouvrir un chapitre de l'histoire de cette science qui s'est trouvé masqué par les histoires linéaires officielles, mais aussi à ce qu'elle révèle des conditions sociales et organisationnelles dans lesquelles la statistique sociale se développait alors. Cela apporte aussi un éclairage sur un épisode crucial de la transformation des rapports entre la science et l'État qui se produit justement à cette époque, illustrant par là l'intérêt de l'histoire des sciences sociales pour comprendre plus généralement l'histoire politique et sociale de la période.

## La statistique sociale pendant le Second Empire

On sait que le terme de « démographie » fut « inventé » par Achille Guillard en 1853, c'est-à-dire dans les premières années du Second Empire<sup>2</sup>. Dans sa formulation initiale, la démographie impliquait une alternative intellectuelle au modèle dominant de la statistique sociale développé par la Statistique générale de la France et par l'Académie des sciences<sup>3</sup>. Au lieu d'un projet politiquement neutre et purement descriptif où l'autorité des calculs reposait sur une relation terme à terme entre les

2. L'histoire de la démographie sous le Second Empire est l'objet d'un autre article en préparation. Pour une présentation plus détaillée voir Libby Schweber, « The Assertion of Disciplinary Claims in Demography and Vital Statistics : France and England, 1830-1885 », Ph.D., Princeton University, 1996. Pour un examen des racines historiques des positions épistémologiques opposées que l'on va évoquer voir Libby Schweber, « Controverses et styles de raisonnement : une comparaison des débats sur la statistique de population au XIX<sup>e</sup> siècle en France et en Grande-Bretagne », *Enquête*, n° 5, 1997.

3. Dans le cas de l'Académie des sciences, ce modèle repose sur une opposition entre mathématiques et statistique qui fixe pour tâche aux statisticiens de fournir des données qui seront analysées par les mathématiciens de l'Académie (voir les rapports annuels publiés dans les comptes rendus de l'Académie des sciences lors de l'attribution du Prix Montyon de statistique).

## DOSSIER

*Sciences sociales improbables*

Libby Schweber  
*L'échec de la démocratie  
en France au XIX<sup>e</sup> siècle*

observations et les chiffres, les « démographes » défendaient une forme « scientifique » de statistique fondée sur la manipulation des chiffres pour découvrir des lois et des causes et sur l'utilisation de la statistique pour l'élaboration de la politique sociale. La distinction que décrit Ian Hacking en termes de statistique descriptive et statistique inférentielle<sup>4</sup> correspond à des types différents d'objets statistiques et de critères épistémologiques. Alors que la première conceptualise la population comme un agrégat d'individus, la seconde la saisit comme une entité abstraite constituée par l'interaction de taux.

Ce modèle « inférentiel » s'opposait nettement non seulement à la pratique administrative d'alors, mais aussi au modèle de statistique que les sciences consacrées, mathématiques et économie politique, étaient disposées à reconnaître. Exclue de la « science officielle » sous le Second Empire, la démographie trouve un refuge dans les diverses sociétés et revues républicaines qui apparaissent et disparaissent au long des années 1850, principalement la *Revue du XIX<sup>e</sup> siècle* (1853-1855) et par la suite *La Philosophie positive*. Si la statistique sociale est loin d'être la principale préoccupation de ces sociétés républicaines, elles offrent du moins une base organisationnelle pour une forme alternative, plus « scientifique », de statistique. Cette tradition, qui remonte à Adolphe Quetelet et aux travaux statistiques d'hygiénistes comme Louis-René Villermé dans la première partie du siècle, refait surface pendant le Second Empire sous l'appellation de démographie.

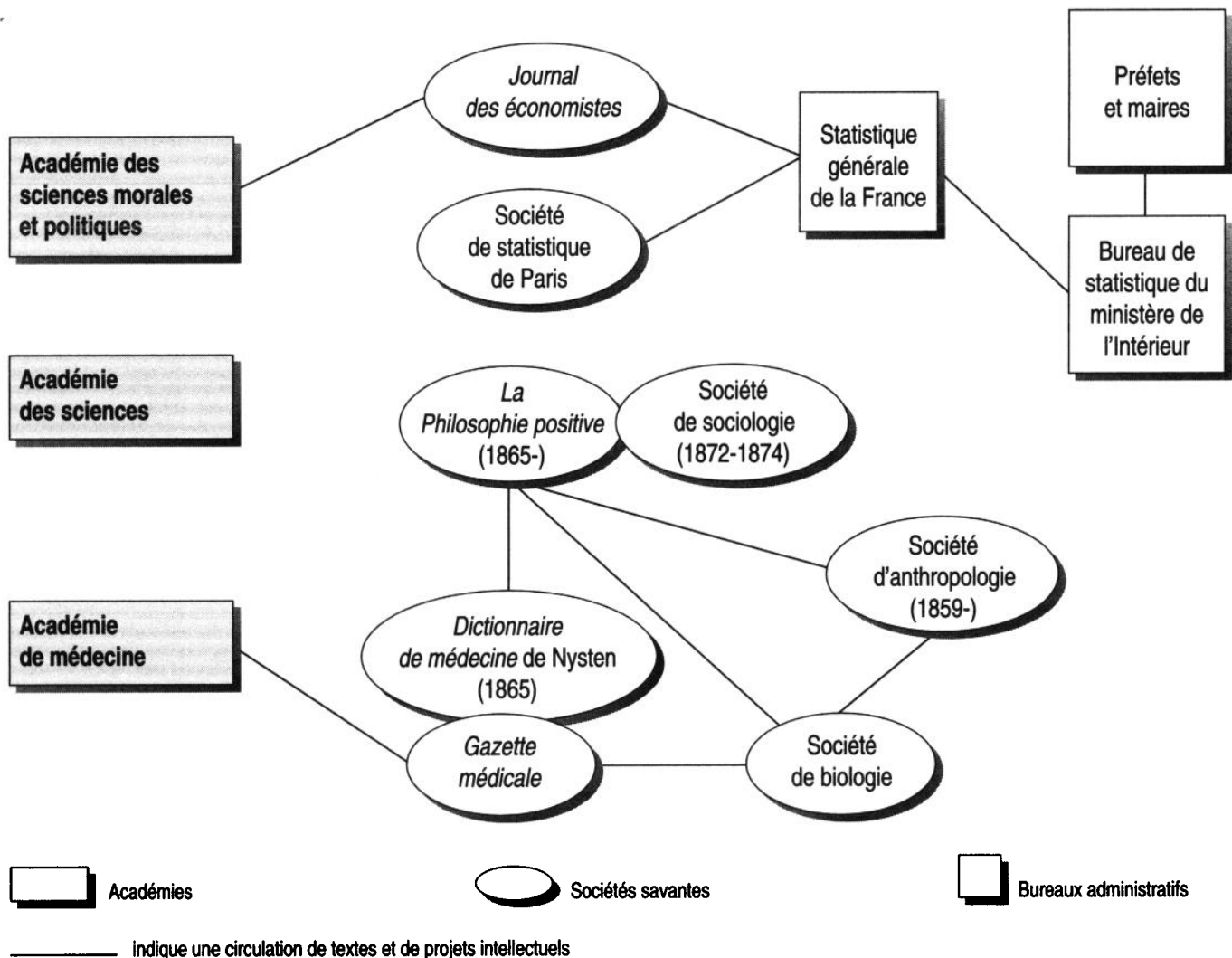
La libéralisation des années soixante permet la création de nombreuses sociétés savantes nouvelles consacrées à l'étude scientifique de la société, au nombre desquelles la Société d'anthropologie de Paris en 1859 et la Société de statistique de Paris (SSP) en 1860. Louis-Adolphe Bertillon est l'un des fondateurs de la Société d'anthropologie, ce qui aide à comprendre que le seul cours de démographie créé au XIX<sup>e</sup> siècle se tienne à l'École d'anthropologie. Bertillon participe aussi à la fondation de la SSP, mais sa présence n'entraîne pas pour autant l'incorporation de la démographie dans le programme de la Société.

Selon Zheng Kang, auteur d'une étude complète de l'histoire de la SSP, celle-ci, sous le Second Empire, est un « bastion des économistes libéraux ». Ses membres se partagent entre ceux qui souhaitent limiter la statistique à la statistique administrative et ceux qui s'efforcent de

4. Ian Hacking, « Statistical Language, Statistical Truth and Statistical Reason », in E. McMullin (ed.), *The Social Dimensions of Science*, Notre Dame, Ind., University of Notre Dame Press, 1992, pp. 130-157.

## Le monde de la statistique sociale en France, 1859-1871

analysé par la circulation des textes et des approches de l'étude des statistiques de la population



développer une «statistique libre»<sup>5</sup>. Bertillon se range parmi les seconds. Cette division n'est pas une simple question d'identité professionnelle, mais correspond à une ligne de démarcation sociale et intellectuelle au sein de la Société et à l'exclusion du projet que l'on désigne, dans les années 1860, du nom de «démographie». Bertillon, par exemple, s'abstient délibérément de publier ses travaux statistiques les plus inférentiels dans le *Journal de la Société de statistique de Paris*. Un examen des articles publiés dans les années 1860 révèle une nette division du travail, par laquelle Alfred Legoyt, responsable de la Statistique générale de la France et secrétaire permanent de la SSP, fixe les normes de la statistique de la population, tandis que des médecins comme Bertillon limitent leurs principales contributions à la «statistique morale», qu'il s'agisse d'études médicales ou anthropologiques.

5. Zheng Kang, «Lieu de savoir social. La Société de statistique de Paris au XIX<sup>e</sup> siècle (1860-1910)», Thèse de doctorat, École des hautes études en sciences sociales, Paris, 1989 et «La Société de statistique de Paris au XIX<sup>e</sup> siècle : un savoir social», *Cahiers du Centre de recherches historiques*, 1995.

## DOSSIER

Sciences sociales improbables

Libby Schweber  
*L'échec de la démocratie  
en France au XIX<sup>e</sup> siècle*

Au total, l'histoire de la démographie sous le Second Empire révèle deux types de discours touchant la statistique de la population, discours tenus dans deux sphères institutionnelles distinctes et associés à des positions politiques et épistémologiques distinctes (voir figure). Le premier correspond au monde de l'économie politique, qui est à l'époque la science sociale la plus prestigieuse et la seule qui ait survécu aux répressions de la première décennie du Second Empire<sup>6</sup>. Ce type de discours est cultivé dans le *Journal de la Société de statistique de Paris* et dans les travaux de la Statistique générale de la France (SGF) et, sous une forme moins technique, à l'Académie des sciences morales et politiques et dans le *Journal des économistes*. Il a pour fondement la conception des économistes libéraux d'une statistique qui soit purement descriptive et dont le but soit la vérification du savoir déductif de l'économie politique<sup>7</sup>.

Le second type de discours, celui qui prône l'utilisation de la statistique pour dégager des lois et des causes, se rencontre dans une sphère plus marginale qu'on peut qualifier de science sociale républicaine. Exclu des académies et des administrations nationales, ce discours-là existe dans des sociétés scientifiques positivistes récemment fondées et dans les secteurs les plus avancés de la presse médicale. D'ailleurs cette division du milieu de la statistique en deux sphères relativement exclusives n'est pas une nouveauté. Comme l'a montré Bernard Lécuyer, dans la première moitié du siècle, l'approche queteletienne de la statistique est, elle aussi, écartée des grandes institutions scientifiques. Au niveau de l'administration, cette frontière se traduit par l'absence de la statistique morale dans le programme de la SGF et, ajouterai-je personnellement, de la forme de raisonnement par inférence qui lui est associée<sup>8</sup>. Deuxièmement, dans le milieu médical, cette forme d'analyse est doublement enfermée dans un ghetto : d'abord par le rejet par l'Académie en 1836 de la « méthode numérique » et, par voie de conséquence, la relégation de la statistique à la section d'hygiène publique ; ensuite par la décision de placer hors de l'Académie la statistique, et plus généralement, le secteur le plus scientifique de l'hygiène publique, en les cantonnant à la revue des *Annales d'hygiène*. Dans la mesure où, malgré tout, cette approche plus inférentielle et moins descriptive eut une influence sur la production de statistiques administratives, ce fut exclusivement au niveau municipal et pour de

6. Voir Lucette Le Van-Lemesle, « La promotion de l'économie politique en France au XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à son introduction dans les facultés », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 27, avril-juin 1980, pp. 286-290.

7. Les vues sur la statistique de Jean-Baptiste Say, le fondateur et théoricien de l'économie libérale en France, sont étudiées dans Yves Breton, « La place de la statistique et de l'arithmétique politique dans la méthodologie économique de Jean-Baptiste Say : le temps des ruptures », *Revue économique*, vol. 37, n° 6, novembre 1986. Sur la position des économistes sous le Second Empire voir L. Schweber, « The Assertion of Disciplinary Claims... », *op. cit.*

8. Bernard Lécuyer, « Statistiques administratives et statistique morale au XIX<sup>e</sup> siècle : esquisse d'un inventaire et d'une problématique en vue d'un panorama historique », Journée d'étude « Sociologie et statistique », Société française de sociologie-INSEE, 15 octobre 1982. Sur l'exclusion de la statistique médicale de la SGF voir Alain Desrosières, « Official Statistics and Medicine in Nineteenth Century France : The SGF as a Case Study », *Social History of Medicine*, vol. 4, n° 3, December 1991, pp. 515-537.

très courtes périodes. C'est ainsi que l'une des rares collections de statistiques officielles contenant des données répondant au programme scientifique de Quetelet et Villermé fut la série en six volumes des *Recherches statistiques sur la ville de Paris et le département de la Seine* (dont les quatre premiers paraissent entre 1821 et 1829).

Dans son analyse de la statistique de la population, Lécuyer décrit cette division en termes d'opposition entre statistique morale et statistique administrative, le terme de statistique morale renvoyant à la fois au projet épistémologique de Quetelet et Villermé et à tout un ensemble de sociétés scientifiques et de comités municipaux d'hygiène publique où cette orientation prévalait. En revanche, le concept de statistique administrative renvoie à la forme descriptive de la statistique adoptée par la SGF (qui se distinguait sur certains points de celle défendue par l'Académie des sciences) et à son adoption par les économistes libéraux et, par conséquent, son admission à l'Académie des sciences morales et politiques.

## **Problèmes de classification**

L'analyse de la circulation des individus et des discours concernant la statistique de la population au cours du XIX<sup>e</sup> siècle révèle ainsi l'existence de deux sphères institutionnelles et épistémologiques séparées, correspondant à celles que Lécuyer a décrites pour la première moitié du siècle. Cette analyse, à son tour, fournit une base pour une hypothèse concernant la portée du Congrès de démographie de 1878 et pour une grille classificatoire adaptée à l'examen détaillé de cette hypothèse.

L'une des principales difficultés méthodologiques inhérentes à une étude de ce genre concerne l'élaboration de catégories qui ne se contentent pas de décrire un événement mais permettent également d'expliquer pourquoi il a pris telle tournure et non telle autre. Dans le cas de notre étude, le problème est d'expliquer quels furent les participants au Congrès international de démographie, pourquoi ils discutèrent des questions qui y furent abordées et quelles furent les conséquences de cet événement pour le « succès » ou « l'échec » de la démographie comme discipline institutionnalisée.

À première vue, la plus simple manière de décrire les participants et leurs diverses affiliations institutionnelles



## DOSSIER

*Sciences sociales improbables*

Libby Schweber  
*L'échec de la démocratie  
en France au XIX<sup>e</sup> siècle*

serait d'adopter les indications qui figurent sur la liste du congrès et de les regrouper selon des catégories familiaires. En suivant cette logique, on pourrait décrire le congrès en termes de participation de savants, d'administrateurs, de médecins ou de professeurs. De même, on pourrait décrire les affiliations en termes de sociétés savantes, de bureaux administratifs ou d'académies. Mais, on l'a vu, de telles étiquettes obscurcissent des distinctions décisives.

Pour éviter ces difficultés, l'étude qui suit repose sur un système de classification découlant de l'analyse de l'organisation de la statistique sociale dans les décennies qui précèdent 1878. Partant du tableau, proposé plus haut, de l'organisation de la statistique de la population sous le Second Empire, l'analyse distinguera entre 1) le secteur de la statistique morale qui, pendant le Second Empire, correspondait à un ensemble de sociétés savantes républicaines et de revues et publications médicales positivistes comprenant *La Gazette médicale* ainsi que *Le Dictionnaire de médecine, de chirurgie, de pharmacie, des sciences accessoires et de l'art vétérinaire* de Nysten (édition préparée en 1865 par Émile Littré et Charles Robin) et 2) un secteur statistique d'État rassemblant les diverses institutions où l'on cultivait les formes les plus descriptives de statistique liées à l'économie politique libérale, et comprenant l'Académie des sciences morales et politiques, le *Journal des économistes*, la Société de statistique de Paris et la Statistique générale de la France. Bien qu'une telle distinction risque d'entraîner des confusions, étant donné que la «statistique morale» se trouvait exclue de l'Académie des sciences morales et politiques, elle correspond à la terminologie de l'époque et, plus important, elle satisfait aux exigences méthodologiques et aux questions historiques qui sont au centre de cet article.

Le principal avantage de cette distinction entre secteur de la statistique morale et secteur statistique d'État, c'est qu'elle est en prise avec des divisions sociales effectives, propres au monde de la statistique sociale. En premier lieu, elle signale, dans l'organisation des discours sur la statistique sociale, une continuité historique de la Restauration au Second Empire. En second lieu, elle permet d'étudier la persistance ou la disparition de ces démarcations institutionnelles ou épistémologiques dans la première décennie de la III<sup>e</sup> République. Enfin elle fournit l'assise d'une hypothèse à propos de la signification insti-

tutionnelle du premier Congrès international de démographie. S'il est bien exact que le monde de la statistique sociale était coupé en deux sphères sociales, alors l'institutionnalisation de la démographie en 1878 peut se lire comme une tentative pour surmonter, ou au moins contester, l'exclusion intellectuelle et organisationnelle qui avait frappé la démographie sous le Second Empire. Mais de quelle victoire s'agit-il ? En examinant les événements de 1878-1885, je cherche à repérer les éléments de l'ordre social et intellectuel qui furent effectivement menacés, les démarcations qui subsistèrent et celles qui furent réélaborées, enfin les transformations que connut la démographie dans l'opération.

## Le premier Congrès international de démographie

Ce fut l'un des trente-deux congrès officiels qui se sont tenus en liaison avec l'Exposition universelle de 1878. L'idée de combiner les deux types de manifestations apparut en France dès 1867, mais il fallut attendre 1878 pour que le Comité d'organisation fasse des congrès un élément du programme officiel. Dès lors, en rejetant ou acceptant officiellement un congrès de telle ou telle discipline, l'administration se prononçait publiquement sur la « scientificité » des différents projets intellectuels<sup>9</sup>. L'inclusion de la démographie dans la liste officielle constituait donc une importante victoire symbolique pour la « nouvelle science ».

Une série d'annonces dans le premier volume des *Annales internationales de démographie* indique que la démographie fut initialement introduite dans l'Exposition sous la rubrique « anthropologie », dans une section de « cartes géographiques et tableaux concernant l'ethnologie, l'archéologie préhistorique, la linguistique, la démographie, la géographie médicale, etc. »<sup>10</sup>. Six mois plus tard, le second volume des *Annales* publie une lettre du Comité d'organisation du Congrès international de démographie à Paris « sous le patronage du Gouvernement français » invitant les lecteurs « à faire parvenir leur adhésion »<sup>11</sup>. Parmi les membres du comité se trouvent Louis-Adolphe Bertillon en tant que président, Arthur Charvin, secrétaire général et, comme président d'honneur, Émile Levasseur, l'un des plus influents économistes libéraux, titulaire de nombreux postes prestigieux, notamment au Collège de France et à l'Académie des sciences morales

9. Voir Anne Rasmussen, « Les Congrès internationaux liés aux Expositions universelles de Paris (1867-1900) », *Mil neuf cent*, vol. 7, 1989, pp. 23-44. Ce rôle de l'administration dans la classification et l'encouragement de la science semble sans exemple ailleurs qu'en France. On peut certes y voir une manifestation de la place de la science dans l'idéologie d'État sous la III<sup>e</sup> République (voir Claude Nicolet, *L'Idée républicaine en France*, Paris, Gallimard, 1982, ch. 8), mais il faut le considérer aussi comme un puissant mécanisme de contrôle intellectuel.

10. *Annales internationales de démographie*, vol. 1, 1877, p. 309. Un décret du Ministère de l'agriculture et du commerce ayant accepté la demande de la Société d'anthropologie d'obtenir une place à l'Exposition, c'est l'une des six catégories d'objets définies par le Comité d'organisation. Dans la liste des personnes à contacter, le nom de Louis-Adolphe Bertillon figure sous les rubriques « démographie ou étude statistique de la population » et « géographie médicale » (*ibid.*, p. 310).

11. *Annales internationales de démographie*, vol. 2, 1878, p. 97.

## DOSSIER

*Sciences sociales improbables*

Libby Schweber  
*L'échec de la démocratie  
en France au XIX<sup>e</sup> siècle*

et politiques. Les «dispositions générales» précisent que le but du congrès est «de réunir, au moment de l'Exposition universelle, les savants de tous les pays qui voudraient discuter les questions théoriques et pratiques se rattachant aux progrès de la démographie et de la géographie médicale». Elles invitent par ailleurs «les gouvernements, les administrations, les sociétés scientifiques à s'y faire représenter officiellement par des délégués»<sup>12</sup>.

Les premières listes de sujets proposés privilégiaient nettement la démographie par rapport à la géographie médicale. Sur les onze sujets, un seul concernait la géographie médicale et les dix autres appartenaient à la démographie, définie comme science sociale quantitative. Ces derniers sujets comprennent l'examen des sources officielles (recensements, registres de population), des questions concrètes comme celles des mort-nés, de l'immigration et des statistiques militaires, une session sur les méthodes de calcul de la mortalité, et des questions plus logistiques touchant l'organisation des bureaux de statistique, les publications démographiques et un programme d'enseignement de la démographie.

### Démographie et réforme administrative

Émile Levasseur et Louis-Adolphe Bertillon prirent tous deux la parole à l'ouverture de la première session. Dans leur complémentarité si nette qu'elle semble concertée, les deux interventions donnent de la démographie la même image. Les deux orateurs soutiennent que la démographie est une science distincte associée à un unique objet, la population, et que la statistique est simplement une méthode. Tous deux présentent la démographie comme la recherche de lois numériques et défendent la compatibilité de cette thèse avec le libre arbitre individuel. Enfin les deux terminent en indiquant la portée politique de la démographie.

Là où il existe une différence entre les deux discours, elle touche au programme pratique fixé à la démographie. Si Levasseur se contente d'une remarque générale sur le rôle des sciences dans le progrès matériel et moral de l'homme, Bertillon s'étend sur les usages pratiques et politiques de la démographie.

«De nos jours nos législateurs modernes, si soigneux de discuter, d'alléger les divers budgets, auraient dû comprendre qu'il n'en est aucun plus odieux, plus infructueux ni plus lourd que

12. *Ibid.*

la mort *prématurée*; car la mort de l'homme enlevé dans sa fleur n'est pas seulement cruelle: elle est ruineuse; c'est un capital qui s'évapore; j'en ai fait pour mon pays l'évaluation âge par âge. [...] Que de raisons pour que nos législateurs [...] continuent à élaborer des mesures qui conduisent au dégrèvement de ce tribut douloureux! La première de toutes ces mesures, c'est de faire progresser les enquêtes de la statistique humaine.»<sup>13</sup>

L'intérêt de cette déclaration est double. Tout d'abord elle illustre l'adaptation par Bertillon d'une forme de raisonnement qui impliquait la construction d'une sorte d'expérience statistique ou mentale dans laquelle on se sert de manipulations statistiques pour évaluer les effets prévisibles d'une loi en projet<sup>14</sup>. Dans la suite de son intervention, Bertillon démontrait qu'il existait des variations extrêmes du taux de mortalité d'un département à l'autre. Son but était d'insister sur le rôle de la démographie pour déceler les causes de ces écarts afin de permettre aux législateurs d'agir pour réduire au strict minimum cet impôt sur la vie. Un tel mode de raisonnement, largement développé en Angleterre depuis 1840 environ, était très différent du point de vue, descriptif et ouvertement apolitique, qui était reçu à l'époque par les académies et l'administration.

La seconde caractéristique du passage cité concerne le public visé. Tout au long des quatre jours de congrès, Bertillon est continuellement revenu sur l'idée que l'avenir de la démographie et de l'enquête statistique en général passait par le soutien qu'il fallait obtenir des législateurs pour vaincre l'inertie ou même la résistance ouverte des administrateurs<sup>15</sup>. Les discussions montrent un large accord sur le besoin d'utiliser le poids du congrès pour amener les gouvernements à une réforme de la statistique administrative. Cette visée s'exprime clairement dans l'aspect très pratique d'une grande partie des discussions, consacrées à imaginer d'autres modalités d'enregistrement et de recensement qui permettraient de saisir des phénomènes intéressants la «démographie» ou la «science»<sup>16</sup>. La convergence entre les intérêts de l'administration et ceux de la science est constamment soulignée par les orateurs<sup>17</sup>.

Ce bref examen des interventions d'ouverture et des quatre jours de discussion fait apparaître qu'on considère en 1878 que la démographie implique une réforme de la statistique administrative selon des critères «scientifiques». Cet objectif situe le congrès de démographie

13. Ch. Thirion (éd.), *Congrès international de démographie, tenu à Paris, les 5, 6, 7, 8 et 9 juillet 1878. Comptes rendus sténographiques publiés sous les auspices du Comité central des congrès et conférences*, Paris, Imprimerie nationale, 1879, pp. 18-19. La transcription officielle de la réunion est aussi intégralement reproduite dans: «Congrès international de démographie à Paris», *Annales internationales de démographie*, vol. 2, 1878, pp. 307-519.

14. Pour un examen de ce mode de raisonnement voir L. Schweber, «Controverses et styles de raisonnement», *op. cit.*

15. Voir, en particulier, la conclusion de Bertillon (*Congrès international de démographie, op. cit.*, p. 19).

16. Notamment la mesure de la «population flottante» (sans domicile fixe), celle des mort-nés, l'inclusion de questions telles que la religion, le revenu et la race dans le recensement et l'introduction de renseignements sur la durée et le nombre de mariages, la taille des familles et l'âge des parents dans les registres de naissance afin de mieux dégager les causes des variations de la natalité.

17. Voir notamment Bertillon (*ibid.*, p. 26), Janssens (p. 168) et Bodio (p. 374).

## DOSSIER

*Sciences sociales improbables*

Libby Schweber  
*L'échec de la démocratie  
en France au XIX<sup>e</sup> siècle*

18. L'introduction comprend une liste des personnes qui se sont inscrites à l'avance (« liste des membres adhérents ») et précise qui a participé au congrès (« les membres qui ont pris part aux travaux »). Le compte rendu permet d'autre part de dresser la liste de ceux qui ont pris la parole (participants actifs). On peut considérer que les deux premières listes signalent un intérêt pour la « science nouvelle » tandis que la troisième indique la volonté de contribuer à l'entreprise.

19. Dans ce groupe, on trouve le Professeur Wilhelm Lexis qui venait de publier *Introduction to the Theory of Population Statistics*, dans laquelle il élaborait une méthode pour tester la stabilité des séries statistiques. Le fait que Lexis non seulement assista au congrès mais choisit cette enceinte pour y présenter ses idées semble montrer qu'il existait une liaison entre la démographie et une conception plus théorique, plus scientifique de la statistique, du moins en Allemagne.

20. Bien au contraire, l'innovation pour les ingénieurs pendant cette période fut la création d'écoles d'ingénieurs industriels et l'entrée d'ingénieurs dans le secteur privé. Voir Terry Shinn, « From "Corps" to "Profession": The Emergence and Definition of Industrial Engineering in Modern France », in Robert Fox et George Weisz (eds), *The Organization of Science and Technology in France, 1808-1914*, Cambridge, Cambridge University Press, 1980.

21. Parmi les nouveaux bureaux de statistique de niveau national créés à cette époque on compte : le Service d'études économiques et de renseignements statistiques et le Bureau de statistique graphique (Ministère des travaux publics, 1874), le Bureau de statistique et de législation comparée (Ministère des finances, 1876), le Bureau des subsistances et de la statistique agricole (Ministère de l'agriculture, 1881). Dans tous ces cas, le directeur du bureau a joué un rôle important dans l'histoire de la statistique. Voir Fernand Faure,

dans le prolongement direct de la dimension administrative contenue dans la « physique sociale » de Quetelet, telle qu'on la trouve au Congrès international de statistique, et plus spécialement aux congrès postérieurs à 1869 où l'on fit place dans le programme aux questions « scientifiques » et « théoriques ». Dans le contexte français, cela prit la forme d'un appel aux législateurs par dessus les administrateurs. De ce point de vue, on peut estimer que cet appel a été formulé en fonction d'un ensemble typiquement français de frontières cognitives et organisationnelles qui entraînaient l'exclusion de la statistique morale de la SGF. Cette interprétation est renforcée par l'absence quasi complète d'administrateurs français dans le congrès.

### **Affiliations institutionnelles: spécialistes de « science morale » et administrateurs étrangers**

Les comptes rendus du congrès nous fournissent des informations sur les participants<sup>18</sup>. L'examen de la nationalité de ceux-ci montre que la démographie était relativement mieux reçue à l'étranger qu'en France. Sur les 95 personnes inscrites il y avait 60 % d'étrangers et 43 % parmi les participants effectifs. Le groupe le plus important parmi les « souscripteurs » étrangers était constitué d'administrateurs appartenant aux bureaux de statistique de leurs pays respectifs et la forte présence de professeurs d'université reflétait une plus grande institutionnalisation de la formation statistique dans les universités étrangères d'Europe continentale<sup>19</sup>.

Quant aux souscripteurs français, sur les 38 noms, il n'y avait que sept inscrits comme administrateurs, dont un seul, Alfred de Foville faisait partie d'un bureau non pas municipal, mais national. En 1878, Foville était l'une des personnalités montantes de l'administration centrale et son profil signale la présence d'un nouveau type d'administrateur statisticien parvenant à ce poste par le canal traditionnel des grandes écoles d'ingénieurs. Si la fonction d'ingénieur d'État n'était pas nouvelle<sup>20</sup>, la présence de ce genre de personnalité dans des rencontres scientifiques consacrées à la statistique l'était. Ce phénomène peut se rattacher à l'augmentation rapide pendant cette période du nombre de bureaux statistiques de niveau national<sup>21</sup> et l'intérêt manifesté par Foville est sans aucun doute lié à sa nomination l'année précédente

**Comparaison par secteur scientifique des souscripteurs  
et participants actifs français au Congrès international de démographie  
et aux Conférences internationales de statistique (1878)**

	secteur de la statistique morale	secteur statistique d'État	secteur non connu
Congrès de démographie : souscripteurs	17 (59 %)	8 (28 %)	4 (14 %)
Congrès de démographie : participants actifs	6 (67 %)	1 (11 %)	2 (22 %)
Conférences de statistique : souscripteurs	9 (11 %)	44 (54 %)	28 (34 %)
Conférences de statistique : participants actifs	5 (38 %)	7 (54 %)	1 (0,08 %)
(les pourcentages sont calculés par ligne)			

à la tête du Bureau de statistique et de législation comparée récemment créé au sein du Ministère des finances<sup>22</sup>.

Le classement des souscripteurs français par secteur scientifique confirme la prépondérance des personnes affiliées à des organismes appartenant au secteur de la statistique morale (voir tableau). Sur les 29 personnes que l'on peut classer, 17 sont liées à des organismes du secteur de la statistique morale, huit au secteur statistique d'État et quatre ne peuvent être situées. Cette distribution est encore accentuée si l'on ne considère que les personnes qui ont effectivement participé aux débats. Elles sont au nombre de 26, parmi lesquelles seulement neuf français : un seul, Émile Levasseur, relève du secteur statistique d'État<sup>23</sup>.

On constate donc que l'intérêt pour la démographie est le fait de deux groupes : les statisticiens étrangers, en particulier ceux qui travaillent dans l'administration, et les membres français du secteur de la statistique morale. Le seul administrateur de niveau national inscrit au congrès, Alfred de Foville, n'est pas venu participer aux discussions et le seul représentant du secteur statistique d'État à prendre la parole ne revint pas après le premier jour. Qu'avait d'exceptionnel cette composition ? Avant d'examiner la suite de ce premier congrès de démographie, il est utile de comparer sa composition sociale à celle des conférences internationales de statistique, qui se sont tenues deux semaines plus tard sous l'égide de la Société de statistique de Paris.

« The Development and Progress of Statistics in France », in John Koren (ed.), *The History of Statistics*, New York, Macmillan, 1918, pp. 217-329.

22. Parmi ses autres titres, Foville était aussi professeur d'économie et de finance à l'École des sciences politiques, fondée en 1872 et qui devait rapidement conquérir le monopole de la formation des hauts fonctionnaires. Parmi ses collègues de l'École se trouvaient Levasseur et un autre administrateur-ingénieur-statisticien à la réputation grandissante, Émile Cheysson.

23. Les affiliations se basent exclusivement sur les descriptions qui accompagnent les noms des participants dans les comptes rendus officiels du Congrès international de démographie, et non sur ce qu'on peut en connaître par ailleurs. Cette décision tient à ce que nous voulons étudier les buts de ce congrès tels qu'ils apparaissent dans les titres affichés. Le classement d'Émile Levasseur, par exemple, comme relevant du secteur statistique d'État repose donc sur son identification dans les comptes rendus comme « membre de l'Institut » et ne doit pas être pris comme un commentaire sur l'étendue de ses activités réelles.

## DOSSIER

*Sciences sociales improbables*

Libby Schweber  
*L'échec de la démocratie  
en France au XIX<sup>e</sup> siècle*

### Comparaison des deux congrès internationaux

Pour comprendre la décision de la Société de statistique de Paris d'organiser un congrès alternatif à celui de démographie, il est nécessaire de tenir compte de la situation de cette société en 1878, quand se tient l'Exposition universelle. Sous le Second Empire, la SSP était un lieu de rencontre entre statisticiens de l'administration et économistes libéraux. Beaucoup de ses responsables ou de ses membres bénéficièrent d'un soutien gouvernemental, même s'il fut parfois précaire, et le changement de régime comme la disparition des membres fondateurs devaient laisser la société dans une position difficile. Cette situation fut encore aggravée par le retrait mystérieux, en 1872, d'Alfred Legoyt de la SGF aussi bien que de la Société, fort probablement à la suite de révélations de fraude<sup>24</sup>. La fin des années soixante-dix fut ainsi une période de crise dans l'histoire de la Société: en 1879, le nombre de ses membres titulaires tomba à 80, soit à peu près la moitié de ce qu'il était aux débuts de la Société<sup>25</sup>. La Statistique générale de la France ne se portait guère mieux. En 1870, elle perdit son autonomie et fut placée sous l'autorité du secrétaire général du ministère du Commerce et de l'Industrie, rattachement administratif qui changea quatre fois entre 1871 et 1881<sup>26</sup>. La désignation de Toussaint Loua comme responsable du bureau en 1875 fut la première d'une série de mesures qui devaient ultérieurement lui donner une assise plus solide. Mais en 1878, l'organisation restait très vulnérable.

Au départ, la SSP avait décidé de ne pas organiser de congrès dans le cadre de l'Exposition, mais ses responsables changèrent d'avis lorsqu'ils apprirent que la Commission permanente du Congrès international de statistique avait modifié le lieu de sa prochaine réunion pour qu'elle se tienne à Paris au moment de l'Exposition<sup>27</sup>. Comme Toussaint Loua l'expliquera en ouvrant le cycle des conférences, les organisateurs espéraient tirer avantage de la présence de tant de statisticiens réputés pour renforcer le statut de leur organisation et, éventuellement, attirer de nouveaux membres. Du point de vue de l'histoire de la démographie, le point important est que la décision fut prise après que le Congrès de démographie eut reçu son autorisation.

Apprenant cette décision, Bertillon demanda à la SSP d'exclure les questions «démographiques» de son ordre

24. En 1874, Alfred Legoyt fut condamné à un an de prison et exclu de la Légion d'honneur. Il semble s'être ensuite complètement retiré de la vie publique. Voir Z. Kang, «Lieu de savoir social», *op. cit.*, p. 78. Les seules publications de Legoyt que j'aie pu trouver après cette date sont deux courts articles dans la *Revue des cours scientifiques*.

25. La crise de la Société de statistique de Paris est examinée dans Z. Kang, «La Société de statistique de Paris au XIX<sup>e</sup> siècle», *op. cit.*

26. *Statistique générale de la France, historique et travaux de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle au début du XX<sup>e</sup>*, Paris, Imprimerie nationale, 1913, p. 13.

27. La Commission permanente du Congrès international de statistique était un organe fermé composé de statisticiens parmi les plus influents en Europe (notamment des chefs des bureaux statistiques officiels et des statisticiens ayant participé à trois Congrès internationaux de statistique à titre de délégué officiel). Créée en 1872, elle était habilitée à prendre des décisions pour l'application du travail du Congrès. Voir *Congrès international de statistique. Compte rendu de la huitième session à Saint-Petersbourg, 1872*, Saint Petersburg, 1872, pp. 6-9.

du jour. Toussaint Loua, secrétaire général de la SSP et responsable de la SGF, contesta cette demande et la Société n'en tint pas compte<sup>28</sup>. Par conséquent, la réunion de la Commission permanente se trouva encadrée par deux congrès rivaux : le Congrès international de démographie qui se tint juste avant, du 7 au 9 juillet, et les conférences internationales de statistique juste après, du 22 au 24 juillet.

Dans les deux cas, ces manifestations publiques offraient l'occasion d'attirer de nouveaux adeptes et de renforcer l'organisation. En outre, le refus des dirigeants de la SGF et de la SSP de distinguer leur programme de celui du Congrès de démographie impliquait nécessairement qu'ils allaient se faire concurrence pour attirer les mêmes gens. D'où l'intérêt de comparer les participants de ces deux congrès (voir tableau).

Si les affiliations des membres étrangers sont semblables à celles que l'on observe au Congrès de démographie, celles des membres français diffèrent de manière significative<sup>29</sup>. En plus des affiliations mentionnées dans la liste de la démographie, celles des statisticiens comprennent des personnes issues des milieux politique, juridique et de celui des affaires, avec une catégorie spéciale pour les économistes. Ces différences indiquent un certain prestige de la Société auprès de gens appartenant aux couches que Christophe Charles désigne comme « la bourgeoisie moyenne et les professions juridiques » et une certaine préférence des députés pour la Société de statistique<sup>30</sup>. On pourrait penser que ce choix tient à la place des questions de politique ou d'économie dans l'ordre du jour de la conférence de la SSP, mais il n'en est rien. L'examen des listes de questions annoncées indique que la statistique des populations l'emporte largement sur la statistique financière, industrielle ou juridique.

La comparaison des souscripteurs aux deux congrès accuse cette différence. Alors que le Congrès de démographie était dominé par le secteur de la statistique morale (59 % contre 28 %), c'est la proportion inverse dans le cas des conférences internationales de statistique : 11 % seulement des noms de la liste relèvent du secteur de la statistique morale alors que 50 % sont issus du secteur statistique d'État. Fait curieux, l'analyse de la participation active aux sessions montre une part disproportionnée, bien que restant secondaire, des membres du secteur de la statistique morale dans les débats.

28. Z. Kang, « Lieu de savoir social », *op. cit.*, p. 215.

29. Les actes de la Conférence internationale de statistique fournissent trois types de liste : une « liste des adhérents, ne faisant pas partie de la Société de statistique de Paris », deuxièmement « les adhérents de droit », enfin « les membres associés » (étrangers) de la Société. Cette présentation interdit de distinguer entre simples souscripteurs et personnes ayant assisté à la réunion : seuls sont connus ceux qui sont intervenus dans les débats.

30. Christophe Charles, *Les Élités de la République*, Paris, Fayard, 1987, pp. 21-22.



## DOSSIER

*Sciences sociales improbables*

Libby Schweber  
*L'échec de la démocratie  
en France au XIX<sup>e</sup> siècle*

Il résulte de ces comparaisons une image composite des positions sociales relatives de la démographie et de la Société de statistique de Paris en 1878. Cette image aide, à son tour, à comprendre pourquoi Bertillon et Chervin ont pu croire qu'ils avaient des chances de réussir dans leur tentative de faire de la démographie la forme officielle et dominante de statistique sociale et pourquoi ils se sont servi du congrès pour reformuler la démographie dans le sens d'un projet de réforme sociale : la SSP se trouvait dans une position particulièrement faible, sans que pour autant les tenants de la statistique morale puissent en prendre le contrôle.

Du point de vue de Chervin et Bertillon, la déception du gouvernement à l'égard de la Société de statistique de Paris, ainsi que le soutien politique plus général envers le positivisme, les amenèrent à penser que l'heure était propice au lancement de leur nouvelle science. Ils avaient pour ressources de posséder un projet intellectuel complet, une base organisationnelle traditionnelle et un soutien actif de la communauté statistique internationale à la démographie. Celui-ci peut s'expliquer par plusieurs facteurs, parmi lesquels une ouverture de la pratique administrative aux considérations « scientifiques », l'utilisation du terme de « démographie » dans les débats sur le statut de la statistique dans les États allemands et en Italie, enfin la réputation internationale de Bertillon comme statisticien<sup>31</sup>. Le réseau de relations entre statisticiens créé au cours de ces rencontres se révéla ainsi un atout important pour la tentative de mise sur pied d'une structure internationale remettant en cause les frontières organisationnelles et cognitives établies.

31. La présence du terme « démographie » dans les titres de la session du Congrès international de statistique de 1867 sur la statistique communale indique qu'il faisait déjà partie du vocabulaire de la statistique internationale. Bertillon participait activement au Congrès international de statistique depuis ses débuts en 1853 et, par exemple, son étude sur la mortalité infantile était beaucoup plus connue à l'étranger que dans son propre pays. Lorsqu'en 1876 il assista au Congrès international d'hygiène de Bruxelles, il fut très surpris (selon ses fils et ses collègues français) de constater à quel point sa réputation était grande à l'étranger.

### **La « victoire » de la Société de statistique de Paris**

Les premières années qui suivirent le Congrès de démographie et la création de la revue enregistrèrent de remarquables succès. Le Bureau de statistique municipale de la Ville de Paris, qui avait cessé de fonctionner comme institution scientifique après la Révolution de Juillet et avait été dissous durant le Second Empire, fut reconstitué comme organisme explicitement consacré à la collecte de données démographiques et Louis-Adolphe Bertillon nommé à sa tête. Ce succès marqua la limite de l'expansion de la discipline. En 1883, Bertillon mourut. Son fils Jacques, qui était un statisticien compétent et avait hérité

du poste de son père comme chef des travaux de la statistique municipale de la Ville de Paris et comme chargé de cours en démographie à l'École d'anthropologie, ne s'intéressait pas à la promotion de la démographie en tant que science ou à la théorisation explicite de cette discipline. Ses inclinations militantes le portèrent au contraire vers la fondation de l'Alliance nationale contre la dépopulation. Quant à Charvin, l'autre jeune disciple, il n'avait ni la position institutionnelle ni la personnalité nécessaires pour continuer le combat.

Durant cette période, la Société de statistique de Paris opéra un retour sur la scène intellectuelle et institutionnelle en se présentant comme porteuse d'une nouvelle version de la statistique comme science. En 1885, la SSP apparaît victorieuse et la démographie a échoué dans sa tentative de se faire reconnaître comme la voix autorisée de la statistique scientifique. Mais si la démographie «échoue» à se constituer une base organisationnelle autonome ou à se faire reconnaître comme science «légitime», beaucoup d'éléments de son programme – tel qu'il avait été défini au Congrès international de démographie de 1878 – se retrouvent dans le nouveau programme de la Société de statistique. L'examen des activités de celle-ci entre 1882 et 1885 offre ainsi la base d'une évaluation du «succès» sur le fond, distingué du sort organisationnel, de la version de 1878 de la démographie.

Dès 1872, les membres de la Société entreprennent d'examiner la nécessité d'une réforme. La campagne est lancée par des membres appartenant au secteur de la statistique morale, dont Louis-Adolphe Bertillon, mais elle est bientôt reprise par ceux du secteur de la science officielle. En avril 1872, une commission composée de membres de la SSP recommande l'élection annuelle du président et le renouvellement d'un tiers des membres du conseil chaque année. Enfin, en accord avec les demandes répétées de Bertillon, un secrétaire général élu pour deux ans remplace le secrétaire perpétuel. En remettant son rapport, la commission souligne son opinion que le but de la Société est de «populariser la recherche statistique» plutôt que de la développer: une déclaration qui montre la distance séparant la vision de la statistique de la SSP et celle qui est alors associée au terme de démographie.

Selon Kang, le tournant pour la Société se produit en 1882 avec l'élection comme président, du gendre de Jules Grévy, Daniel Wilson, puis celle d'Émile Cheysson en

## DOSSIER

*Sciences sociales improbables*

Libby Schweber  
*L'échec de la démocratie  
en France au XIX<sup>e</sup> siècle*

1883. Avec le soutien d'Émile Levasseur, ils recrutent personnellement un grand nombre de nouveaux membres appartenant à l'élite politique et économique parisienne. Il en résulte une forte progression du nombre des membres et l'adhésion d'une quantité de ministres, députés, directeurs de bureaux statistiques et de responsables d'institutions financières. Parmi les nouvelles recrues, le président de la République était sûrement le plus élevé en titre.

La participation active de Levasseur dans la société rénovée joua un rôle particulièrement important dans la mesure où elle facilita l'introduction de la démographie parmi les objectifs intellectuels au programme de la SSP. Tout au long des années 1870, Levasseur fut l'un des deux seuls membres issus du secteur statistique d'État à s'être fait le défenseur d'une approche plus scientifique de la statistique. Sa capacité à défendre ouvertement cette position, malgré les objections des statisticiens « administratifs », s'explique par sa position dans de nombreuses grandes institutions (entre autres le Collège de France et l'Académie des sciences morales et politiques). Plus généralement, il semble qu'il y ait une relation directe entre « l'ouverture d'esprit » de tel ou tel membre à l'égard de la démographie et sa participation en tant que délégué au Congrès international de statistique, lancé en 1853 par Adolphe Quetelet et qui s'est tenu tous les deux ans jusqu'en 1876.

Sous la présidence de Cheysson, la Société lança une série d'initiatives visant à populariser la statistique et à améliorer son statut aux yeux des élites parisiennes : la création d'un concours primé, l'organisation d'une série de conférences publiques et une campagne pour la fondation d'une haute commission de statistique qui coordonnerait les activités des différents organismes statistiques. C'est cette dernière initiative qui se rapprochait le plus directement des revendications de la démographie à la même époque, dans la mesure où elle présentait la SSP comme candidate au rôle de porte-parole de la statistique internationale et comme partisan de l'adoption dans l'administration d'une approche plus scientifique de la statistique.

### **Le Conseil supérieur de statistique**

La proposition de créer une haute commission de statistique n'était pas nouvelle : en France, c'est Villermé qui l'avait formulée en 1845. L'idée figure aussi parmi les plus

fréquentes propositions du Congrès international de statistique. En 1874, à la suite du Congrès de Saint-Petersbourg, Hippolyte Passy, alors sous-secrétaire d'État au ministère des Finances, écrivit au ministre pour demander la création d'un tel bureau et Levasseur fit la même demande. En 1875, Deloche, responsable de la SGF, la renouvelle. Passy comme Deloche invoquaient l'exemple de la Belgique où une commission de statisticiens, de hauts fonctionnaires et de savants jouait un rôle politique considérable<sup>32</sup>.

En 1882, Cheysson publie un court texte en faveur de la création d'un Conseil supérieur de statistique. Le rôle du Conseil, expliquait-il, serait d'assurer une coordination des publications des différents bureaux de statistique, ce qui faciliterait leur comparaison et leur utilisation dans l'étude des questions sociales. Du point de vue de l'histoire de la statistique en France, il semble bien qu'on ait là l'un des premiers exemples de société scientifique jouant un rôle majeur dans le soutien d'une réforme législative et, ce qui est le plus remarquable, dans la réforme de l'appareil administratif.

Par un décret daté du 12 mai 1884, le ministre du Commerce accéda à la demande de la SSP pour que soit désignée une commission chargée d'examiner la création d'un bureau central de statistique. La commission préparatoire avait pour mission :

«De rechercher des règles uniformes applicables aux diverses branches de la statistique, de faciliter le rapprochement des faits et la comparaison des résultats, et d'obtenir ainsi une concordance, aussi complète que possible, entre les documents officiels, dans les meilleures conditions de classification comme dans l'emploi des unités et la forme des tableaux.»<sup>33</sup>

La commission préparatoire comprenait dix-sept personnes, dont onze administrateurs et six statisticiens «étrangers à l'administration». Levasseur, Block et Chervin étaient comptés parmi ceux-ci tandis que Cheysson, Loua et Jacques Bertillon figuraient parmi les administrateurs. La commission associait ainsi des statisticiens du secteur statistique d'État comme du secteur de la statistique morale, mettant par là fin à la pertinence de la distinction entre les deux. Le 19 février 1885, la commission remit son rapport et en mars, le Sénat vota la création du Conseil supérieur de statistique.

À bien des égards, le nouveau conseil était conçu comme un double à l'échelle nationale du Congrès inter-

32. Z. Kang, «Lieu de savoir social», *op. cit.*, pp. 199-202.

33. «Institution d'un Conseil supérieur de statistique. Rapport au président de la République française», *Journal des économistes*, 4<sup>e</sup> série, vol. 29, 1885, p. 427.

## DOSSIER

*Sciences sociales improbables*

Libby Schweber  
*L'échec de la démocratie  
en France au XIX<sup>e</sup> siècle*

national de statistique. Comme ce dernier, son rôle est purement consultatif et son premier objectif est la standardisation des catégories statistiques utilisées par les différents bureaux. Comme le Congrès international, le Conseil supérieur français visait à réunir administrateurs et «statisticiens libres». Deux aspects de l'institution sont particulièrement révolutionnaires ou du moins novateurs.

Le premier est l'inclusion de «savants» dans un organisme officiel. Depuis la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le rapport entre l'État français (administrateurs et hommes politiques) et les savants passait par l'intermédiaire des académies. Les ministres adressaient leurs questions à l'académie compétente et celle-ci étudiait le problème avant de renvoyer un rapport consensuel au ministre avec ses recommandations politiques. Dans le cadre de ce système, les savants jouaient un rôle relativement passif dans l'élaboration des décisions, bien qu'il y eût des exceptions. Avec la création du Conseil, les savants se voyaient accorder une fonction consultative officielle dans un organisme qui faisait partie de l'administration, en l'occurrence celle du ministère du Commerce. De la sorte, le Conseil passait par dessus l'Académie des sciences et l'Académie des sciences morales et politiques pour devenir l'interlocuteur essentiel du gouvernement en matière de statistique.

C'est la composition de ce Conseil qui se révéla être l'aspect le plus délicat et le plus débattu des travaux de la commission préparatoire. Comme celle-ci l'expliquera dans son rapport au ministre du Commerce :

«D'un côté, si l'élément scientifique se trouvait en majorité, on devait redouter que le conseil ne se laissât guider par le souci exagéré de la science pure et ne fût ainsi conduit à prendre des mesures difficilement réalisables et incompatibles avec le bon fonctionnement des services; que si, d'autre part, on ne donnait pas à cet élément une représentation suffisante, le conseil pourrait n'être plus regardé que comme une réunion de fonctionnaires, disposés à consacrer plutôt qu'à réformer les errements antérieurs.»<sup>34</sup>

Il est intéressant que ce raisonnement offre une image de la science comme dénuée de sens pratique et suppose une opposition entre considérations scientifiques et considérations administratives, ce qui est tout à fait étranger aux préoccupations des responsables des bureaux de statistique anglais, par exemple. Ce sont ces arguments, en tous cas, qui amenèrent la Commission à recommander que le Conseil soit partagé en deux tiers d'administrateurs

34. *Ibid.*, p. 436.

et un tiers de savants afin d'assurer un bon équilibre entre les divers types de considérations<sup>35</sup>.

Sur les trente-sept membres du Conseil nommés en 1885, vingt-cinq sont donc des «délégués ministériels» et douze représentent «l'élément étranger à l'administration»<sup>36</sup>. Parmi ces «membres à prendre dans le Parlement, l'Institut, le Conseil d'État, la Cour des comptes, les sociétés savantes et parmi les savants spéciaux», six seulement furent choisis sur la base de leur qualification intellectuelle. Le Conseil rassemblait toutefois l'ensemble du petit cercle des statisticiens les plus actifs, notamment Levasseur, Cheysson, Loua et Jacques Bertillon.

Le rapport rédigé par Édouard Millard, sénateur et président de la commission préparatoire, insistait explicitement sur l'importance de la science pour la politique sociale et pour l'administration. «La statistique est une science essentiellement moderne» et «aucun gouvernement ne saurait, à notre époque, se désintéresser d'une science qui a pour objet de s'enquérir de toutes les forces par lesquelles vivent les sociétés». Cette affirmation est suivie d'une longue énumération des différentes questions politiques auxquelles la science statistique allait s'attaquer, de la défense à la population, de l'instruction à la criminalité, en passant par l'industrie, les finances publiques et la situation des pays voisins<sup>37</sup>. Un trait frappant de cette liste est son caractère diffus. En Angleterre, par exemple, l'appareil statistique officiel se constitue à la suite de campagnes en faveur de réformes sociales ou professionnelles précises: reconnaissance des droits des non-conformistes, réforme sanitaire, vaccination, reconnaissance du monopole de la profession médicale sur la certification des causes de décès, par exemple. En France, en revanche, la légitimation semble reposer sur une fidélité, de principe mais assez vague, envers la «science» et la préoccupation de la position de la France vis-à-vis de ses voisins.

Cet état de chose explique, en retour, la concentration du travail du Conseil sur l'amélioration des documents officiels déjà existants<sup>38</sup>. Son premier rapport ressemble à une seconde version du Congrès international de démographie, mais sans les projets scientifiques les plus radicaux. Le principal sujet débattu touchait à des réformes de base telles que l'utilisation dans le recensement de la population de fait (plutôt que la population résidente) et le déplacement de la date du recensement quinquennal

35. Ce dispositif révèle aussi un curieux amalgame entre la catégorie des personnes étrangères à l'administration – hommes politiques, membres du Conseil d'État et de la Cour des comptes – et les savants. Alors que les débats portèrent sur la contribution des savants et des administratifs, la composition finale distingue «l'élément administratif» et «l'élément étranger à l'administration».

36. «Institution d'un Conseil supérieur de statistique», *op. cit.*, p. 437.

37. *Ibid.*, p. 428.

38. Le travail du Conseil se répartissait entre trois sous-commissions: du dénombrement de la population, des superficies territoriales et de l'annuaire.

## DOSSIER

*Sciences sociales improbables*

Libby Schweber  
*L'échec de la démocratie  
en France au XIX<sup>e</sup> siècle*

de la première et la sixième année de chaque décennie aux années se terminant par zéro et cinq.

Si l'on se place du point de vue de la démographie, la création du Conseil représentait donc une réalisation partielle de son programme. D'une part, le Conseil manifeste une reconnaissance symbolique du rôle des « savants » et des considérations d'ordre scientifique dans le progrès de la statistique administrative. Mais d'autre part, est rejetée une réorganisation de la statistique officielle visant à tenir compte des besoins explicites de la « science », par opposition à ceux de l'administration. Contrairement à la situation anglaise, les besoins de l'administration sont ceux de la tenue des livres, de la comparaison et de la représentation plutôt que ceux d'une administration entendue dans le sens foucaldien d'intervention sociale directe dans la vie des individus ou même de macro-régulation. Le résultat fut l'institutionnalisation d'une forme plus raffinée de statistique descriptive permettant des considérations d'ordre collectif distinctes des observations individuelles, et la reconnaissance symbolique de l'apport du savant au législateur par le biais d'une réforme de l'appareil administratif d'État.

### **Le « succès » de la démographie au XIX<sup>e</sup> siècle**

Ce bref examen de la rivalité entre démographie et Société de statistique de Paris pour faire valoir leurs droits à définir une forme de statistique scientifique et à finalité administrative permet de revenir aux questions soulevées au début de cet article. En réponse à la question : « en quoi consistait la démographie en 1878 ? » notre analyse du Congrès international de 1878 insiste sur sa préoccupation de réformer la statistique administrative de telle sorte qu'elle prenne en compte les besoins de la « science ». Cette formulation représentait un changement d'objectif pour les activités associées au terme de démographie : un projet intellectuel comprenant l'usage d'outils mathématiques pour mettre au jour les lois et les causalités devenait finalement une réforme de la statistique administrative pour obtenir les données nécessaires à la réalisation du projet intellectuel de départ. Cette réorientation de l'objectif pratique de la démographie peut s'interpréter comme une réaction à l'exclusion prononcée par le secteur statistique d'État, à l'occasion offerte par l'instauration de la Troisième République et aux sérieux

obstacles que posait l'absence de données convenant à l'enquête démographique. Portées au départ par le secteur de la statistique morale, la dimension administrative du projet et sa légitimation au nom de la « science » se retrouvent par la suite appropriées par la Société de statistique de Paris qui en fait les pivots de son propre programme de réforme.

Il apparaît que la principale différence entre la conception des démographes et celle de la SSP tient au respect par cette dernière de l'autonomie de l'administration et du monopole de l'Académie des sciences sur les mathématiques. Alors que Bertillon et la démographie lançaient un appel véhément en faveur de changements dans la pratique de la statistique sociale et administrative, Cheysson et Levasseur présentaient leur programme sous une forme plus diffuse et plus conciliante, se contentant de suggérer que la science pourrait aider les administrateurs à poursuivre leurs objectifs antérieurs. Et alors que Bertillon contestait le monopole si fortement institutionnalisé de l'Académie des sciences à propos de l'application du raisonnement probabiliste aux données statistiques, les nouveaux statisticiens toléraient cet obstacle<sup>39</sup>.

Si l'on en vient à la question du « succès » ou de « l'échec », le cas de la démographie suggère qu'il est inadéquat d'utiliser les modèles conventionnels de la constitution des disciplines pour une analyse de la science du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour la plupart, ces modèles identifient le « succès » à la création et à la permanence dans la durée d'institutions spécialisées<sup>40</sup>. Selon ce critère formel, il ne fait aucun doute que la démographie a échoué. Il fallut attendre la période de Vichy et la création du Centre Alexis Carrel pour que la démographie en France soit institutionnalisée par un organisme propre et la fin de la guerre, avec la création de l'Institut national d'études démographiques et de la revue *Population*, pour qu'elle soit officiellement reconnue comme une science distincte. C'est une présupposition caractéristique du XX<sup>e</sup> siècle que de considérer que les ambitions d'une discipline doivent nécessairement passer par une spécialisation institutionnelle. Au lieu d'éclairer les processus qui conduisent à la constitution de nouvelles définitions de disciplines au XIX<sup>e</sup> siècle, de tels anachronismes ne font qu'obscurcir la portée institutionnelle des revendications disciplinaires.

On l'aura compris, la démographie telle qu'elle se présente au Congrès de 1878 ne vise pas à devenir une

39. Pour un examen de cette opposition voir L. Schweber, « The Assertion of Disciplinary Claims... », *op. cit.*

40. Voir par exemple la reformulation de la théorie de Ben-David sur la constitution des disciplines par Anthony Oberschall, *The Establishment of Empirical Sociology*, New York, Harper and Row, 1972.



## DOSSIER

*Sciences sociales improbables*

Libby Schweber  
*L'échec de la démocratie  
en France au XIX<sup>e</sup> siècle*

spécialité universitaire. Elle implique plutôt un effort concerté de réforme de la statistique officielle qui permette l'élaboration d'un type de raisonnement statistique par inférence. Considérée de notre point de vue actuel, l'idée qu'on puisse utiliser la statistique pour dégager des lois et des causalités semble assez peu dérangeante et l'enjeu de cette proposition nous échappe. Toutefois, en 1878, il s'agissait d'une affirmation beaucoup plus radicale, mettant en question à la fois des pratiques intellectuelles dominantes – comme le monopole de l'Académie des sciences sur les mathématiques ou celui des économistes libéraux sur ce qui dans le savoir scientifique avait un intérêt politique – et des dispositifs institutionnels dominants comme le monopole des administrateurs sur la production de données officielles et celui des académies sur la contribution des savants aux décisions politiques.

Contrairement à ce qu'une notion institutionnelle du « succès » ou de l'« échec » laisse croire, la création d'organismes spécialisés comme *Les Annales internationales de la démographie* et le Congrès international de démographie n'étaient pas des buts en soi. Ils représentaient plutôt des mesures institutionnelles extrêmes visant à remettre en cause les démarcations qui faisaient obstacle à la reconnaissance de la démographie comme science indépendante et à l'utilisation de la statistique comme outil politique par les gardiens du secteur statistique d'État. Dans le cas de la démographie, la construction d'institutions s'accompagnait d'une réorientation qui s'éloignait d'un public et de formes de reconnaissance strictement intellectuels et scientifiques pour se rapprocher des législateurs et, indirectement, de l'administration. Si l'on tient compte des objectifs qu'il fixait lui-même, on doit considérer le Congrès international de démographie de 1878 comme un « succès ». Non seulement il parvint à persuader l'organisme statistique légitime d'adopter des éléments de son programme mais il contribua à remettre efficacement en cause le monopole des académies sur le rapport de la science et de l'État en introduisant la compétence scientifique dans l'administration elle-même.

*Traduction de Michel Charlot*